

APRÈS LES CONGRÈS DE MOSCOU: LA DISPARITION DE L'I.S.R. ...

Le troisième Congrès qui vient de se clore à Moscou est vraisemblablement le dernier de l'I.S.R.

A travers les réticences, les contradictions que renferment les compte-rendus de *l'Humanité*, malgré les affirmations contraires que ne manqueront pas de prodiguer les chefs du Parti communiste français et de la C.G.T.U., on ne pourra nier que cette disparition fut discutée, examinée par les Congrès de l'I.C. et de l'I.S.R.

Je n'irai pas jusqu'à affirmer qu'elle fut décidé, mais ma surprise serait nulle si, d'ici quelques mois, le fait se produisait.

Ce n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui que cette disparition est envisagée.

Nos camarades de la *Fédération unitaire des Métaux* n'ont sans doute pas perdu le souvenir de cette séance de leur congrès au cours de laquelle les communistes demandaient l'adhésion de leur fédération au Secrétariat international de Berne, lui-même adhérent à la *Fédération internationale syndicale* d'Amsterdam.

Bien que cette adhésion ait été rejetée par le Congrès international des Métaux, les russes n'ont cessé de demander à tous les Congrès internationaux d'Amsterdam l'adhésion non seulement des syndicats russes, mais encore des Fédérations nationales de tous les pays dont mouvement fait partie intégrante de l'I.S.R.

Le Congrès de la F.S.I. d'Amsterdam, qui s'est tenu à Vienne, a eu à résoudre cette question pour l'ensemble des Fédérations composant les quelques centrales de l'I.S.R.

Les partisans de l'I.S.R. n'ont d'ailleurs pas manqué de faire remarquer qu, déjà, le Secrétariat de l'Alimentation avait accepté l'adhésion de la Fédération russe.

Demain, au Congrès international des Transports, Semard demandera, à Hambourg, que toutes les Fédérations de cheminots, de dockers, de marins qui sont à l'I.S.R. rentrent à Amsterdam, avec les «*socio-traites*». C'est d'ailleurs la décision de l'I.S.R., c'est la mandat qu'ont reçu ses délégués.

Tout cela peut paraître anormal à ceux qui croient aux lignes de conduite précises, aux positions nettes, à ceux qui luttent pour que l'I.S.R. triomphe d'Amsterdam et croient à la mission révolutionnaire du communisme.

Ce sont pourtant des faits indéniables dont la sanction définitive se présente logiquement à l'esprit non prévenu.

Les faits observés, dont l'abondance et la classique répétition ne laissent aucun doute sur l'intention de Moscou, permettent de dire à coup sûr, que la disparition de l'I.S.R. est décidé en principe depuis longtemps; seule la date reste à fixer.

Tout indique qu'elle est proche, non parce les communistes veulent restaurer l'unité nationale et internationale, car cette préoccupation est la dernière qui leur viendrait à l'esprit, mais elle deviendra une réalité le jour où les nécessités politiques exigeront qu'il en soit ainsi.

De la même façon que la scission se produisit pour aider politiquement le gouvernement russe, celui-ci ordonnera la dissolution de l'I.S.R. devenue inutile ou gênante.

D 1921 jusqu'en 1924, le gouvernement des Soviets avait besoin d'avoir, dans chaque pays, une force

d'agitation, de chantage, destinée à créer des difficultés aux gouvernements bourgeois. Il poussa aux scissions nationales, principalement en France.

En août 1924, les temps étant différents, le gouvernement russe, déjà reconnu par quelques États capitalistes, veut rentrer dans le concert des puissances. La présence à la tête des gouvernements français et anglais de Herriot et McDonald, qu'on injurie chaque jour pour la forme rend possible, sinon certaine, la reconnaissance «*de jure*» des Soviets. Il n'y a plus besoin ni d'I.S.R. ni de C.G.T.U.

On suit que Herriot, comme McDonald, réclameront la cessation de la propagande communiste en France et en Angleterre, on sait que ce sera la condition essentielle de la reconnaissance poursuivie depuis Gènes...

L'intérêt public du gouvernement russe le conduit donc, tout naturellement, à prononcer la dissolution du I.S.R., à inviter la C.G.T.U. à rejouir la C.G.T.

La constitution de l'I.S.R., celle de la C.G.T.U., ainsi que leur dissolution, n'ont jamais été inspirées par le souci de défendre le prolétariat international ou national.

Ces actes ont été et seront exclusivement déterminés par des préoccupations politiques et gouvernementales. Et puis, en France, particulièrement, la situation politique s'est considérablement modifiée.

Pour durer, pour prendre figure de sauveur de l'ordre bourgeois, Poincaré avait besoin de l'opposition communiste, il l'a dit et répété à maintes reprises. Il l'eût inventée si elle n'avait pas existé.

Avec Herriot, c'est différent. Il a visité la Russie, il s'est entretenu avec les chefs du gouvernement russe. Il a établi avec eux un accord. Il y a des engagements réciproques connus. La reconnaissance a été promise par Herriot. En revanche les communistes ont promis, eux, de ne pas gêner le chef du *Bloc des gauches*, dont ils ont discrètement aidé au triomphe.

Enfin, Herriot n'a nul besoin politique d'une opposition communiste. Il lui faut, à lui, homme de gauche, une opposition de droite.

Saisissez-vous, maintenant pourquoi l'I.S.R. doit disparaître?

Nous allons donc à l'unité nationale et internationale par la volonté du gouvernement russe.

Est-ce à dire que l'unité organique ainsi réalisée, les manœuvres internes des communistes dans les syndicats vont cesser? Bien niais celui qui le supposerait! Le Congrès de Moscou a décrété qu'il ne s'agissait plus de conquérir les postes, mais les consciences. C'est clair.

Encore que l'opération apparaisse comme difficile, on peut néanmoins être convaincu que la lutte au sein de l'organisme reconstitué continuera. La conquête se poursuivra du «*dedans*».

Ce n'est évidemment pas de cette façon, par les luttes intérieures, qu'on renforcera le mouvement ouvrier national et international, qu'on rendra possible l'action de classe qui s'impose.

C'est peut-être une façon de faire l'unité, mais ce n'est pas l'unité nécessaire, celle que réclame le prolétariat, qui, lui, n'a point de visées politiques à satisfaire.

En tout cas, les vrais unitaires, ceux qui désirent la fin des déchirements actuels, ceux qui croient dans la mission du syndicalisme, qui ont foi en lui, doivent veiller plus attentivement que jamais.

Les démolisseurs changent de tactique, ils n'ont pas abandonné l'idée d'asservir, en entier cette fois, le mouvement ouvrier de tous les pays pour en faire, dans un sens opposé à celui d'hier, l'instrument du gouvernement de Moscou dans sa besogne démocratique et sa politique d'alliance avec les gouvernements bourgeois.

Après les réceptions à Mussolini, nous connaissons celles qui seront offertes à Herriot, auxquelles assisteront peut-être Kerensky et Milloukoff.

Et dire qu'il se trouvera encore des pauvres bougres pour croire, en l'an de grâce 1925, à la révolution en Russie et monter la garde devant l'ambassade des Soviets à Paris.

C'est triste!

Pierre BESNARD.
